



ISSN 1019-0287

Preis 1,60 €

19. Mai 2006

erscheint freitags

19/5 - 28/5/2006

(film/theatre/concert/events)



Tabubruch

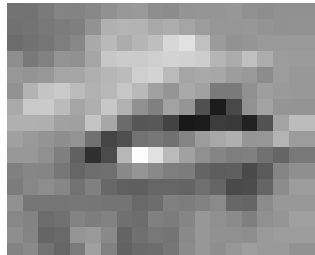
Im Rahmen eines internationalen Kolloquiums wird dieser Tage in Luxemburg über ein schwieriges Thema diskutiert: die Kollaboration mit den Nazis.

interview, Seite 2

Crise d'identité

Ce samedi, le DP doit se trouver un nouveau secrétaire général. Mais il lui manque encore un profil clair et un électorat.

aktuell, page 6



The Final Countdown

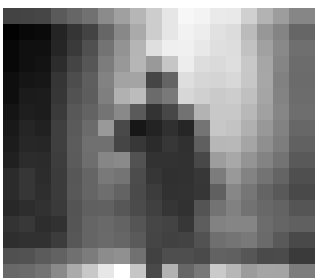
Qu'est-ce qu'un musée d'art moderne? Au Luxembourg de surcroît? Autant de questions que nous avons posées à Marie-Claude Beaud, directrice du Mudam.

kultur, page 7

Fumisterie

"The Da Vinci Code", roman à succès et au renom sulfureux, a été mis en images et présenté en grandes pompes à Cannes. Le woxx a essayé d'y voir clair.

kultur, page 8



Preis: 1,60 €



Kampf der Baulücke



Zwar verstehen es Wohnungsbauminister Boden und Landesplanungsminister Halsdorf medienwirksam Hand anzupacken, wenn es darum geht neue Amenagierungsprojekte einzuweihen - wie hier in Petingen im Februar 2005 -, doch die CSV-Wohnungspolitik steckt in der Krise. Ein "Pakt mit den Gemeinden" soll jetzt richten, was über Jahrzehnte im Verwaltungsdschungel versackt ist.

dës woch, Seite 3

(Foto: Renée Wagener)

NUCLEAIRE

Le gouvernement veut nous connecter au réseau électronucléaire français. C'est un mauvais signal, alors que partout en Europe, le débat autour de cette forme d'énergie peu soutenable fait rage.

"Il faut se connecter à tous les réseaux, afin de faire jouer la concurrence entre fournisseurs d'électricité." Cette petite phrase du discours sur l'état de la nation de Jean-Claude Juncker tranche une question débattue depuis plus d'un an: celle de la construction d'une ligne de haute tension demandée par Arcelor, qui connecterait le grand-duché au réseau électronucléaire français. Alors que le Premier ministre avait en apparence axé son discours sur le défi du changement climatique, en vérité il s'est surtout préoccupé de la "soutenabilité financière". Avec pour conséquence logique d'une part l'abandon de la photovoltaïque - cher durant sa phase de lancement - et de l'autre le recours massif au nucléaire.

Faut-il rappeler les arguments en défaveur de l'énergie atomique? Oui, au vu de la facilité avec laquelle les politiciens cèdent au lobbying de l'industrie nucléaire et de l'industrie tout court. D'abord, il n'est pas vrai que le courant n'a pas de "couleur". Conséquence des di-

rectives européennes, on sait désormais retracer les conditions de production du courant fourni au consommateur final, ce qui permet de choisir entre électricité jaune et verte.

Ensuite, le nucléaire n'est pas une solution miracle face au changement climatique et aux difficultés d'approvisionnement en pétrole et en gaz. La consommation d'électricité ne représente qu'une partie réduite des besoins en énergie primaire et l'impact d'une augmentation de la part du nucléaire sur les rejets de CO₂ serait relativement faible. Par ailleurs, toute relance du nucléaire risque de se faire au détriment des énergies renouvelables, qui sont l'unique solution pour un approvisionnement énergétique à long terme.

Enfin, les tares du nucléaire n'ont pas disparu. 20 ans après Tchernobyl, la technologie des centrales reste mal maîtrisée. Rappelons qu'en 2001, suite à des fuites inexplicables dans la tranche 3 de Cattenom, les ingénieurs d'EDF avaient redémarré le réacteur pour observer le

phénomène. Un accident à la Tchernobyl n'aurait sans doute pas été la fin du monde, mais aurait rayé le grand-duché de la carte. De plus, aucune solution n'est en vue en matière de traitement des déchets, faisant du nucléaire l'antithèse du développement durable.

Une connection directe au réseau français serait ainsi tout aussi symbolique que l'a été le boycott luxembourgeois, durant 20 ans, de l'électricité "de Cattenom". Il est vrai que des choses ont changé: la libéralisation du marché de l'électricité européen fait qu'on n'a plus besoin d'une connection directe pour importer du nucléaire. Même s'il est plus facile de traiter directement avec l'EDF que d'avoir recours au transit par le réseau belge, l'accès au nucléaire est ouvert.

Les critiques, en se focalisant trop sur la ligne de haute tension, se trompent sans doute d'enjeu. L'électricité hydrologique française ne vaut-elle pas mieux que le nucléaire belge? Plutôt que de discuter sur l'origine du courant par pays, le Luxem-

bourg devrait se donner un quota maximal d'électricité nucléaire - et faire tendre ce taux vers zéro au fil des ans. Ce serait un signal fort à un moment où la construction de nouvelles centrales est débattue dans de nombreux pays européens. En effet, chaque kilowatt nucléaire acheté renforce le poids du lobby de l'énergie atomique. Le problème, c'est que l'Union européenne prévoit des quotas minimum pour les énergies renouvelables, mais des quotas pénalisant le nucléaire seraient sans doute contraires à la liberté de circulation. Merci l'Europe!

Faut-il en devenir anti-européen pour autant? La libéralisation n'a fait que se rajouter à des problèmes supranationaux existants: tourisme des déchets, dumping de l'électronucléaire, effets d'accidents comme Tchernobyl, positionnement des centrales sur des sites frontalière comme Chooz ou Cattenom. En matière de politique énergétique, un pays seul ne peut plus faire face à des défis comme le changement climatique et la sécurité d'approvisionnement. C'est pour cela qu'il faut une politique de l'énergie à l'échelle de l'Union. Il convient de se battre sur ce terrain: la sortie du nucléaire sera européenne ou ne sera pas!

Un commentaire
de Raymond Klein